d'établir le contrôle des masses sur les fonctions publiques en décrétant la responsabilité permanente de tous les fonctionnaires devant les masses qui les avaient désignés.La généralisation de ce principe ne peut signifier que les masses prennent directement,sans l'intermédiaire d'un Etat,la direction de toute la société.Mais ce n'était pas précisemment le programme que les bolchéviques avaient tracé à la révolution.Ils envisageaient le régime social à établir comme un amalgame de propriété privée et de " gouvernement populaire ".

La nationalisation des banques ne devait pas déposséder les capitalistes,mais seulement assurer à l'Etat le droit de regard sur les affaires des capitalistes privés. Pour assurer à l'Etat ce droit de regard,il fallait que l'Etat fut secondé par les masses ouvrières et c'est pour cela que le contrôle ouvrier devait aller de pair avec la nationalisation des banques.

En réalité,cette combinaison ne put réussir.Le capital ne se laissa pas contrôler et les bolchéviques furent obligés d'exproprier les capitalistes.Mais les capitalistes une fois expropriés la Russie se trouva sans cadres capables de pouvoir organiser la production,et c'est ainsi que les bolchéviques furent obligés de livrer l'Etat à la bourgeoisie et à ses spécialistes qui occupèrent les postes les plus importants de l'appareil social.

Dans de telles conditions,il n'était plus possible de faire participer les travailleurs à la gestion des entreprises,et il ne restait plus aux bolchéviques qu'à détruire le contrôle ouvrier.
Le 22 déc.I9I7,les bolchéviques dissolvèrent les organes du contrôle ouvrier du chemin de fer de Mourmansk.En janvier I8,les bolchéviques organisèrent un congrès commun des syndicats et des conseils d'entreprises,et c'est au cours de ce congrès qu'ils s'arrangèrent pour enlever aux conseils leurs anciennes prérogatives.

On déplaça le centre de gravité du contrôle ouvrier des conseils d'entreprises vers les syndicats.Toutes les caisses indépendantes de secours (grèves,d'entr'aide) durent être dissoutes.Les conflits entre ouvriers et la direction centrale des usines durent être soumis à la direction centrale des syndicats.En décrétant au surplus l'affiliation obligatoire pour tous les ouvriers,on fit du syndicat un rouage administratif.Mais le véritable coup de jarnac au contrôle ouvrier fut porté le 20 avril I8 lorsque les syndicats décidèrent d'introduire la responsabilité individuelle dans la gestion des entreprises.

Le directeur de l'entreprise devint <u>personnellement</u> responsable de la gestion,non envers les ouvriers de